



## POLITIQUE DE PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

### 1. Généralités

1.1. Le Cabinet d'avocats de SAN & VULHOPP, établi à 1380 Lasne, Rue Charlier, 1, (ci-après le Cabinet) est soucieux de la protection de vos données à caractère personnel et s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel (données ci-après) en vigueur en Belgique en ce compris le Règlement général relatif à la protection des données, 2016/679 (ci-après RGPD).

1.2. Le Cabinet assure un niveau adéquat de sécurité technique et organisationnelle de vos données, en vue de vous prémunir de toute fuite de données, notamment la perte, la destruction, la divulgation publique, l'accès non autorisé ou tout usage abusif. Cependant et si vous avez connaissance de l'existence d'une fuite de données ou si vous en suspectez une, nous vous demandons de nous la signaler immédiatement.

### 2. A qui s'adresse cette déclaration ?

2.1. Cette déclaration est destinée aux personnes physiques qui rentrent en contact avec nous, en ce compris celles qui :

Rodolphe de San°

- Naviguent sur notre site internet ;

Thomas Vulhopp°

- Demandent des informations relatives aux services du Cabinet ;

Cerise Alix°

- Sont les clients du Cabinet ;

- Travaillent pour les clients du Cabinet, ou auprès de ses fournisseurs.

Christophe Baudoux°

2.2. Le Cabinet vous informe que vos données seront utilisées conformément à la présente déclaration de protection des données ainsi qu'aux dispositions relatives à la protection des données et de la vie privée en vigueur en Belgique.

Florence Clip°

Avocats associés

Nicolas de Jamblinne

### 3. Quelles sont les données traitées par le cabinet et d'où proviennent-elles ?

Corentin Van Roy

3.1. Le Cabinet collecte les données traitées par différents canaux. Soit directement auprès de vous-même, soit auprès d'une autorité judiciaire ou administrative, d'une partie adverse dans le cadre d'un litige ou d'une compagnie d'assurance intervenant dans la défense de vos intérêts (RC professionnelle, RC familiale, Protection juridique, etc), ou encore de toute autre partie intervenante (conseil technique, expert, etc ...).

Harold del Marmol

Nicolas Wouters

Sophie Moeyersoms

Certaines données peuvent aussi être collectées valablement si elles sont divulguées publiquement ou si vous les avez vous-même rendues accessibles publiquement sur les médias publics/sociaux notamment (tels que LinkedIn, Facebook, ...) ;

Sophie Rousseaux

Ingrid Delangh

Tristan Lhoir

3.2. Les catégories de données suivantes sont traitées :

Manon Leclercq

- **Les données d'identification** : nom, prénom, adresse privée, adresse e-mail, téléphone, sexe, date et lieu de naissance, état-civil, nationalité, photographie d'identité, carte d'identité; la nationalité.

Avocats

- **Les données appartenant à des catégories particulières de données** (articles 9 et 10 du RGPD): antécédents médicaux, maladie, handicap, jugement, données relatives aux condamnations pénales et à des infractions, etc ...
- **Les données bancaires et financières** : le numéro de compte, voire certains extraits de compte, fiches de salaire, avertissement extrait de rôle, composition de ménage ou tous documents attestant de la situation financière.
- **Les données familiales** ;
- **Les données que vous communiquez en consultant nos sites Internet, ou en utilisant nos applications** (voir point 10)
- **données que vous introduisez vous-même sur les sites Internet ou dans les applications** : login, mot de passe et informations concernant vos dossiers.
- **Toutes autres données relatives au litige/au dossier confié au cabinet nécessaire à sa gestion.**

#### 4. *Pourquoi le cabinet traite-t-il vos données ?*

Selon les données collectées et traitées, les finalités diffèrent. Le cabinet traite vos données :

- Dans le cadre de la défense de vos intérêts ou de ceux de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez ;
- Dans le cadre de la réalisation des obligations contractuelles ou précontractuelles du Cabinet à votre égard ou à l'égard de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez ;
- Pour établir la facturation ;
- Pour assurer la défense du Cabinet dans le cadre d'un contentieux qui l'oppose à vous ;
- Pour la vérification d'éventuels conflits d'intérêts ;
- La gestion des risques et le contrôle de qualité ;
- La gestion de la clientèle et les contacts ;
- La communication d'ordre informatif lorsque nous pensons que certains renseignements peuvent présenter un intérêt pour les personnes concernées ;
- Pour satisfaire à son obligation de conservation légale des dossiers traités ;

#### 5. *Quelle est la base de licéité des traitements opérés par le cabinet ?*

En fonction de la finalité poursuivie, le cabinet traite vos données sur la base :

- Des obligations légales lui incombant dans le cadre de ses activités. La loi lui impose de traiter certaines données à caractère personnel. Il en va ainsi pour ses obligations comptables, sociales, administratives ou encore son devoir de défendre vos intérêts (article 6 c. du RGPD).
- De la défense de vos intérêts ou de ceux de la personne morale ou physique pour laquelle vous intervenez (article 9, 1, f)
- Sur base de ses obligations contractuelles ou précontractuelles à votre égard (article 6 b. du RGPD);
- Sur base de l'intérêt légitime du cabinet, lorsqu'il doit conserver vos données pour introduire, exercer ou étayer une action en justice éventuelle mais également vous envoyer notre newsletter (article 6 f. du RGPD)
- Dans certains cas très particuliers, le Cabinet peut être amené à traiter vos données sur base de votre consentement (article 6 a. du RGPD).

## 6. Avec qui le cabinet partage-t-il vos données ?

6.1. Tout partage de données s'effectue dans les limites du secret professionnel, des règles déontologiques et du présent document.

6.2. Les données énumérées ci-dessus sont accessibles aux personnes membres de l'équipe du Cabinet ou tous confrères, intervenant comme collaborateur ou avocat spécialisé, ou tous conseils techniques dans la stricte mesure nécessaire à l'exécution des obligations du cabinet.

6.3. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux autorités judiciaires ou administratives ou auxiliaires de justice ainsi qu'au Bureau d'Aide Juridique dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

6.4. Le Cabinet est susceptible de transmettre vos données aux parties adverses dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

6.5. Le Cabinet est susceptible de transmettre, le cas échéant, vos données à des organismes bancaires ou d'assurances dans le cadre de la défense de vos intérêts et dans la mesure nécessaire.

6.6. Le Cabinet est susceptible d'être amené à devoir transmettre les données personnelles collectées aux autorités ou entités fixées par la loi, le décret ou toute disposition réglementaire qui est applicable.

6.7. Le Cabinet peut également partager certaines données avec ses cocontractants, qualifiés de « sous-traitant » au sens de la législation, dans la mesure strictement nécessaire au fonctionnement d'applications ou systèmes de gestion informatisés ou non informatisés auxquels le Cabinet a souscrit. La liste des sous-traitants, leur domaine d'activités, la finalité poursuivie et le cas échéant le pays dans lequel les données sont traitées et hébergées sont disponibles à la première demande.

## 7. Combien de temps le cabinet garde-t-il vos données ?

7.1. Le Cabinet ne conservera pas les données au-delà d'une période de 10 ans nécessaire pour répondre à ses obligations légales ou contractuelles (prescription fiscale, responsabilité professionnelle, loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, etc). Ce délai commence à courir dès la fin de la relation qui vous lie au Cabinet.

7.2. En cas de contentieux, les données seront conservées au-delà des échéances indiquées ci-dessus à des fins de défense judiciaire ou non. Dans ce cas, la conservation des données pertinentes pourrait être prolongée dans toute la mesure nécessaire à la gestion du contentieux.

## 8. Le cabinet transfère-t-il vos données hors de l'union européenne ?

8.1. Les transferts des données vers un pays hors de l'Union ne seront autorisés que si et seulement si :

- la Commission européenne a rendu une décision accordant un niveau de protection adéquate et équivalente à celui prévu par la législation européenne, les données personnelles seront transférées sur ce fondement.

- le transfert est couvert par une mesure adéquate accordant un niveau de protection équivalent à celui prévu par la législation européenne, telle que les Clauses Standard de la Commission ou le consentement.

## 9. Quels sont vos droits ?

9.1. Excepté si une disposition légale en vigueur en Belgique ne le permet pas, en ce compris le RGPD ou si le secret professionnel s'y oppose, en vertu de la réglementation vous avez les droits suivants :

- Le droit d'accès en ce compris le droit de savoir si le Cabinet traite vos données ;
- Le droit d'avoir une copie des données traitées ;

- Le droit de rectification des données traitées ;
- Le droit d'opposition des données traitées ;
- Le droit de limiter le traitement des données traitées ;
- Le droit à l'effacement des données traitées ;
- Le droit à la portabilité des données traitées ;
- Le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données:

[www.autoriteprotectiondonnees.be/](http://www.autoriteprotectiondonnees.be/)

Rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles

Tel.: +32 (0)2 274 48 00 - Télécopie: +32 (0)2 274 48 35

[contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

9.2. Vous pouvez exercer vos droits en vous adressant au Cabinet par envoi postal à l'adresse suivante : Rue Charlier, 1 à 1380 LASNE

## 10. La politique des cookies

Le Cabinet utilise des cookies sur ses sites internet. Un cookie est un petit fichier déposé sur le disque dur de l'internaute lors de la consultation de certains sites web et qui conserve des informations en vue d'une connexion ultérieure. Les informations de votre connexion sont conservées pendant 3 mois dans notre base de données. Lors d'une visite ultérieure sur nos sites internet, ces cookies peuvent alors être reconnus. Les cookies aident le Cabinet à améliorer ses sites, à faciliter votre navigation ou encore à analyser son audience. A cette occasion, les informations suivantes peuvent être traitées :

- pages et sites Internet visités et recherches à l'aide de cookies
- données statistiques de fréquentation des sites (via Google Analytics. Pour plus d'informations : <https://developers.google.com/analytics/devguides/collection/analyticsjs/cookie-usage>).

Si vous ne souhaitez pas que les cookies soient enregistrés, ils pourront être bloqués en utilisant les liens suivants :

Internet Explorer : <http://windows.microsoft.com/fr-FR/windows7/Block-enable-or-allow-cookies>

Edge : <https://privacy.microsoft.com/fr-fr/windows-10-microsoft-edge-and-privacy>

Chrome : <http://support.google.com/chrome/bin/answer.py?hl=fr&answer=95647>

Firefox : <http://support.mozilla.org/fr/kb/activer-desactiver-cookies>

Safari : <http://support.apple.com/kb/PH5042>

En cas de désactivation des cookies, il est possible que certains éléments graphiques ne s'affichent pas correctement ou certaines applications ne pourront plus être utilisées.

## 11. Modifications

Le Cabinet peut à tout moment apporter, pour différentes raisons, des corrections, des compléments ou des modifications à la présente déclaration de protection des données et de la vie privée. La version la plus actuelle peut être consultée en permanence sur nos sites internet.